



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2718
4 septembre 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyte)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Les travailleurs face aux attaques

Masqués mais pas muselés



Rentrée scolaire
**Coupable
improvisation
gouvernementale**

Page 8

Aéronautique
**Les travailleurs
refusent de payer
la crise**

Page 10

États-Unis
**Les milices
racistes
à l'œuvre**

Page 7

Leur société

- Castex au Medef: c'est Noël pour les patrons 3
- Faillites des entreprises: au capitalisme de déposer le bilan 3
- Chômage: la hausse continue 3
- Cuisine électorale: vieux pots et soupe rance 4
- Surenchère sécuritaire: discours nauséabonds 4
- Torchon raciste 4
- Bayrou, l'éternel retour 4
- L'épidémie: l'État irresponsable 5
- Course aux vaccins: profits garantis 5
- Violences faites aux femmes: l'imposture gouvernementale 5
- Rentrée scolaire: coupable improvisation 8
- Masques aux frais des familles 8
- Lycée Jean-Jaurès - Montreuil: le recteur chahuté 8
- Collège Doisneau Dammarie-les-Lys: une bonne rentrée 8
- Martinique: les vrais criminels restent impunis 9
- 17 septembre: les motifs de colère ne manquent pas 9
- RATP-bus - Vitry-sur-Seine: licenciement inadmissible 9
- Urgences - Pas-de-Calais: au point mort 9

Dans le monde

- Allemagne: l'extrême droite sans masque 6
- Biélorussie: la contestation continue 6
- États-Unis: milices racistes à l'œuvre 7
- Mali: les manœuvres de l'impérialisme français 7
- Macron au Liban: tentative de replâtrage du pouvoir 12
- Migrants en Méditerranée: condamnés à l'errance 12

Dans les entreprises

- Aéronautique - Albert: "dans la rue pour ne pas finir à la rue" 10
- Figeac-Aero: il faut garder les emplois! 10
- Servair - Le Mesnil-Amelot: la lutte continue 10
- Air France: la crise aide les actionnaires 10
- SNCF: naufragés du TGV sur un réseau en perdition 11
- Renault - Flins: débrayage pour le droit de savoir 11

Agenda

- Fêtes de Lutte ouvrière 3
- Meeting de Lutte ouvrière 3
- Élections législatives partielles: les candidats de Lutte ouvrière 12

Masqués, mais pas muselés!

Face à la menace d'une seconde vague de l'épidémie, le gouvernement a consacré sa semaine de rentrée aux discours sanitaires. Gestes barrières, port du masque obligatoire, y compris à l'extérieur, conseils aux « papys, mamies »: Castex et Macron ont multiplié les recommandations, comme si nous étions de grands enfants ou des demeurés!

À côté de ça, ils refusent la gratuité du masque. Et pendant qu'ils en appellent à la responsabilité de chacun, ils cachent leurs propres manquements. Parce que, malgré la crise dramatique que nous avons traversée, avec plus de 30 000 morts, le gouvernement n'a pas fait ce qu'il fallait pour affronter une nouvelle flambée de contaminations.

Il n'a pas fait ce qu'il fallait dans les hôpitaux. Il n'a pas fait ce qu'il fallait dans les Ehpad. Il n'a pas fait ce qu'il fallait dans l'éducation.

Si tant est que la promesse du Ségur de la santé de créer 7 500 emplois dans les hôpitaux soit honorée, il ne s'agit là que de saupoudrages face aux besoins. Et voir le gouvernement négocier sur les 300 euros d'augmentation demandés par les hospitaliers, alors qu'il a débloqué des centaines de milliards pour le grand patronat, est aussi révoltant que significatif: la santé publique et les hôpitaux ne sont pas sa priorité.

Les Ehpad ne sont pas mieux traités. Le ministre de la Santé a annoncé la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale, dédiée au grand âge. Mais, dans les maisons de retraite, où sont les créations d'emplois?

Beaucoup d'établissements n'ont pas d'infirmière et de médecin à demeure 24 heures sur 24. Il faut aussi plus de personnel, plus d'animateurs, et il faut augmenter les salaires. Rien n'a été fait. Et nous voilà en train de revivre les mêmes horreurs, avec certains Ehpad, condamnés à reconfiner leurs résidents dans leur chambre!

Dans l'Éducation nationale, c'est la même passivité, la même incurie: il n'y a pas eu d'embauche d'agents de service dans les écoles, les collèges ou les lycées, pour assurer le surcroît de travail lié aux désinfections. Pas d'embauche d'infirmières ni de médecins scolaires. Et pas de recrutement d'enseignants pour dédoubler les classes, ce qui serait salutaire non seulement pour assurer la distanciation physique, mais aussi pour rattraper le retard scolaire.

Et, puisque les personnels et les élèves de plus de onze ans porteront le masque, il n'est plus question de distanciation, ni même d'empêcher le brassage des classes. « Tout peut reprendre normalement », dit le ministre. Et en cas de mise en quatorzaine et de cours à distance, les professeurs, les parents et les élèves seront, comme en mars dernier, livrés à eux-mêmes.

La situation exceptionnelle exigerait des mesures exceptionnelles, à commencer par des créations d'emplois massives. Eh bien non! Et le plus fou est qu'il y a des millions de chômeurs qui ne demandent qu'à travailler et que, tous les jours, les ministres clament leur volonté de combattre le chômage!

Jeudi 3 septembre, le gouvernement va officialiser son plan de relance. L'État dispose de 100 milliards, l'équivalent de 2,7 millions d'emplois payés 1 800 euros net mensuels, cotisations sociales incluses. Et, au lieu de créer directement ces emplois dans les secteurs vitaux de la société, il va, une fois de plus, arroser les grandes entreprises et leurs propriétaires.

À coups d'aides publiques, de baisses d'impôts et de cotisations, l'État aidera la bourgeoisie à restaurer ses profits. On comprend que le Medef jubile: le gouvernement fera remonter les cours boursiers et donnera, de nouveau, du grain à moudre aux spéculateurs.

Les emplois sont détruits par dizaines de milliers, les salaires sont amputés, les conditions de vie aggravées, mais Macron vole au secours des profits des privilégiés!

Les mesures exceptionnelles et les milliards qui vont avec sont réservés aux capitalistes. Ils vont encore grossir les fortunes d'une minorité déjà richissime. Les intérêts des travailleurs et de la société sont à l'opposé et nécessitent un tout autre plan.

Contre les licenciements, il faut répartir le travail entre tous sans diminution de salaire. Contre l'explosion du chômage, il faut créer des emplois dans la santé, l'éducation, les transports.

Ces emplois ne généreraient pas de profits pour la classe capitaliste: ils produiraient de l'utilité sociale, du bien-être pour tous. Ils répondraient, enfin, aux besoins les plus indispensables de la société et des classes populaires. Alors, contre le plan du gouvernement pour la relance des profits, défendons nos intérêts de travailleurs!



Castex au Medef: c'est Noël pour les patrons

C'est une tradition bien établie: chaque année, des membres du gouvernement font un petit tour à l'université d'été du Medef pour rendre des comptes à leurs donneurs d'ordres. Cette année, le Premier ministre lui-même a fait le déplacement.

Roux de Bézieux, le président du syndicat patronal, l'a félicité pour l'action gouvernementale menée depuis trois ans. Il est vrai que, de la destruction du Code du travail au plan de relance actuel, le pouvoir peut se vanter d'avoir pleinement comblé les patrons. Castex a donc continué

de les caresser dans le sens du poil, en profitant de sa venue pour annoncer les cadeaux offerts au patronat contenus dans son plan de relance. Le chômage partiel sera prolongé jusqu'à deux ans, aux frais de la collectivité; 10 milliards d'euros d'impôts dits de production seront supprimés et le

manque à gagner pour les régions payé par la population, au travers de la TVA; les impôts sur les locaux industriels devraient être divisés par deux à partir de 2021 et celui sur les sociétés ramené de 28 à 25%; sous prétexte de lutter contre le chômage des jeunes, les entreprises se verront accorder 4000 euros pour l'embauche d'un travailleur de moins de 26 ans.

Au total, ce sont 100 milliards d'euros dont bénéficieront les entreprises, et principalement les plus

grandes d'entre elles. L'assemblée de grands patrons auquel il s'adressait n'en attendait pas moins. Qui plus est, le gouvernement offre ce cadeau royal sans même faire semblant d'exiger la moindre contrepartie, puisque, aux dires de Castex lui-même, aucune « obligation nouvelle qui casserait la confiance » n'accompagnera son plan de relance.

Ce sont les classes populaires qui en financeront la majeure partie, quoi qu'en dise le gouvernement.

Puisqu'il lui faudra bien trouver ces 100 milliards, ils seront nécessairement enlevés, d'une manière ou d'une autre, aux services dont elles ont besoin, écoles, hôpitaux, transports, et prélevés sur leurs revenus. Cela afin que cet argent serve aux capitalistes à maintenir leurs profits, tout en continuant à supprimer des dizaines de milliers d'emplois. C'est là l'essentiel de la mission de Castex et de son gouvernement.

Jacques Le Gall

Faillites des entreprises: au capitalisme de déposer le bilan

Tout le monde s'attend, dans les semaines qui viennent, à l'explosion du nombre des dépôts de bilan. Très souvent, ils débouchent sur la liquidation accélérée des entreprises avec le licenciement des salariés.

En effet, après une période de gel décidée en mars par le gouvernement, les choses ont changé depuis le 24 août. Toutes les entreprises ont désormais quarante-cinq jours pour payer ce qu'elles doivent à leurs fournisseurs. À défaut, elles doivent se tourner vers le tribunal de commerce qui les déclarera en défaut de paiement

et donc en dépôt de bilan. Au mieux, avant la liquidation totale, un administrateur judiciaire sera nommé pour estimer si la société est viable.

Avant les vacances, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) prédisait une augmentation de 80% des défaillances d'entreprises, avec au moins

250 000 nouveaux licenciements à la clé.

Les premières à s'inquiéter sont les banques françaises, dont 1200 milliards d'euros d'emprunts contractés par les entreprises risquent de s'envoler en fumée. L'État, lui, n'a garanti pour l'instant que 110 milliards de prêts à 540 000 entreprises. Quant aux propriétaires de ces entreprises, les plus petits peuvent y perdre leurs moyens de vivre mais, les biens personnels des patrons de quelque

importance ne seront en principe pas concernés. S'ils ont des réserves accumulées grâce au travail de leurs salariés, personne n'y touchera. Pour les plus gros, le gouvernement a ouvert la voie à toutes les escroqueries possibles, en autorisant ce qui était interdit jusque-là: ainsi, le propriétaire qui a déclaré sa société en dépôt de bilan peut, pour quelques sous, voire pour rien, se porter à nouveau acquéreur de celle-ci, débarrassée de toutes les dettes.

Comme toujours, les principales victimes des conséquences de cette crise, de ces faillites, seront les travailleurs, d'abord les salariés en contrats précaires, CDD ou intérim, puis tous les autres. Les travailleurs n'ont pas à accepter d'être sacrifiés pour sauver l'économie, c'est-à-dire en réalité pour permettre au système capitaliste, aberrant et dangereux pour toute l'humanité, de se survivre.

Paul Sorel

Le gouvernement met tout en œuvre pour vous trouver un emploi...



Chômage: la hausse continue

Le nombre de chômeurs en catégorie A, c'est-à-dire sans aucune activité, a baissé de 174 000 en juillet, d'après les statistiques publiées le 26 août par le ministère du Travail (Dares). Mais aucun commentateur ne s'en est réjoui, tant ce chiffre est trompeur.

Il s'explique en grande partie par les radiations qui ont recommencé à Pôle emploi et ont été trois fois plus nombreuses en juillet qu'en juin. Par rapport au mois de février, avant la crise sanitaire, le nombre de chômeurs comptabilisés en

catégorie A a bondi de près de 600 000 personnes. Les autres catégories ont également fortement augmenté. Mais, surtout, ces statistiques ne permettent plus du tout de donner même un pâle reflet de l'état réel de l'emploi, puisqu'elles n'incluent pas les travailleurs

en chômage partiel.

Le chômage a donc fortement augmenté. Il s'aggrave encore dans les prochains mois, notamment quand les plans de suppressions d'emplois annoncés par les grands groupes seront mis en œuvre.

Les chiffres officiels, aujourd'hui encore plus qu'hier, servent avant tout à masquer la réalité du chômage, et non à la mettre en lumière.

Thomas Baumer

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Lyon

Samedi 19
et dimanche 20 septembre

Toulouse

Samedi 26
et dimanche 27 septembre

Rennes

Samedi 3 octobre

La fête de Lutte ouvrière de Presles interdite

Malgré notre volonté et notre détermination à organiser la fête de Lutte ouvrière des 26 et 27 septembre en région parisienne, en tenant compte bien sûr des contraintes sanitaires et dans un esprit de responsabilité vis-à-vis de notre public, celle-ci n'aura pas lieu cette année. La préfecture du Val-d'Oise vient de l'interdire par arrêté n°2020-591 du 18 août.

Meeting de Lutte ouvrière



avec Nathalie Arthaud

Vendredi 9 octobre
à 20 heures

Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5^e
M° Maubert-Mutualité

Entrée libre

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur l'horaire inhabituel (20 heures) de ce meeting.

Cuisine électorale : **vieux pots et soupe rance**

La crise sanitaire n'a pas empêché les partis de gauche de tenir fin août leurs universités d'été et de poursuivre leurs grandes manœuvres. Le PS, la France insoumise, Europe écologie-Les Verts ou le PCF cherchent la meilleure configuration d'alliances pour gagner ou sauver des élus lors des élections régionales de 2021.

Les ténors ambitieux de ces partis, Mélenchon, Jadot et les autres, rivalisent pour se poser en candidat « commun » lors de la présidentielle de 2022.

Génération après génération, la même pièce se reproduit, avec l'apparition de nouveaux acteurs quand les anciens sont trop usés et quelques innovations dans les dialogues et le langage. Longtemps au centre des moutons de l'union de la gauche, le PS reste très affaibli par le quinquennat de Hollande et sa défaite aux législatives de 2017. Il est aujourd'hui concurrencé par les écologistes, qui se

sentent pousser des ailes depuis leurs succès aux dernières municipales.

Entre le PS et LFI, c'est désormais à qui sera le plus écologiste. À Blois où se tenaient les journées du PS, Olivier Faure a multiplié les déclarations d'amour à Yannick Jadot, promettant que « *la justice écologique sera le cœur de notre combat* » et annonçant « *un printemps de la gauche et de l'écologie* ». Aux journées de LFI, près de Valence, Mélenchon a affiché sa complicité avec le maire EELV de Grenoble avant de d'embrayer sur « l'urgence climatique » et « le péril collectif » que

représente le réchauffement du climat.

Les écologistes séduisant surtout les cadres et la petite bourgeoisie urbaine, Mélenchon a eu des mots pour les électeurs des classes populaires et les militants ouvriers. Il a dénoncé avec verve les lois du marché, proposé des nationalisations, et même la planification de l'économie. Parce qu'il sait que le PCF et son réseau militant comptent encore, il a fait le déplacement à Malo-les-Bains pour la journée d'été de ce parti. De leur côté, les dirigeants du PCF n'ont rien d'autre à proposer que « *le réchauffement des relations entre toutes les formations de gauche pour battre Emmanuel Macron* », selon les mots de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime.

Mais battre Macron pour mettre Jadot ou Mélenchon



à l'Élysée ne changera pas plus le sort des travailleurs que le remplacement de Sarkozy par Hollande en 2012. Que l'union se fasse finalement autour de LFI, d'EELV ou du PS, ou qu'elle ne se fasse pas, cela n'enrayera ni la crise économique ni la crise écologique engendrées par un système capitaliste en faillite. Ces partis et ces

personnalités cherchent le meilleur langage pour séduire le plus grand nombre d'électeurs. Mais une fois installés au sommet de l'appareil d'État, au Parlement ou dans les ministères, ils n'ont d'autres solutions ni d'autres objectifs que de se soumettre aux exigences des capitalistes.

Xavier Lachau

Surenchère sécuritaire : **discours nauséabonds**

Au-delà des faits divers sordides, complaisamment rapportés par les médias, les habitants des quartiers populaires doivent se débrouiller chaque jour avec les conséquences sociales de la crise. L'insécurité, dont se gargarisent politiciens et commentateurs en la présentant faussement comme le seul résultat de l'attitude d'une partie de la jeunesse, s'y banalise.

A l'insécurité de l'emploi et donc du salaire s'ajoutent désormais l'insécurité face à la transmission d'un virus et, de plus en plus, l'inquiétude pour l'avenir des jeunes, le désarroi parfois devant leur attitude, la constatation du fait que les rapports entre personnes deviennent de plus en plus brutaux.

Le ministre de l'Intérieur

a tout l'été multiplié les déclarations provocantes sur la question, flattant les policiers et parlant « d'ensauvagement » de la société pour qualifier la jeunesse des banlieues populaires. En cette rentrée, la droite, qui se cherche un candidat pour l'élection présidentielle de 2022, n'a pas voulu être en reste. Pour attirer le regard des médias et les faveurs des

militants, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse, Bruno Retailleau et autres candidats à la candidature utilisent une seule recette : faire des discours tonitruants sur l'insécurité, dénoncer l'inaction du gouvernement en la matière, ajouter l'inévitable louche de discours xénophobe et antimusulman. Et de promettre plus de policiers, plus de répression, plus d'expulsions d'étrangers.

Intarissable sur les faits divers, la droite n'a rien à dire sur les questions économiques, sociales ou sanitaires. Et pour cause, elle est absolument d'accord avec la

politique propatronale menée par le gouvernement, une politique semblable à la sienne lorsqu'elle était aux affaires et qu'elle se propose de poursuivre si jamais elle y revient. C'est pourtant cette politique qui est la cause principale de la dégradation sociale, dont la délinquance et l'insécurité sont les conséquences. Car qui d'autre que l'État, en la personne de ses serviteurs successifs, a laissé se développer le chômage de masse, réduit les budgets sociaux, délaissé les services publics ? Et qui d'autre que les politiciens, et au-dessus d'eux les grands patrons, a donné l'exemple de l'individualisme, du mépris des faibles, du comportement de clique et de la veulerie devant les puissants qui caractérisent toutes les mafias ?

Ne voulant ni ne pouvant s'opposer à la pluie de cadeaux offerts au grand patronat, au prix de l'appauvrissement de la classe travailleuse, les ténors de

la droite, pour tenter de se distinguer de Macron, se rabattent sur la surenchère démagogique, les attaques mille fois répétées contre les immigrés, les musulmans, les étrangers. Et, comme le créneau est déjà occupé par la famille Le Pen et que le gouvernement en exercice ne lésine pas non plus sur la démagogie sécuritaire et xénophobe, ils sont obligés d'en faire des tonnes.

Cette inflation de discours sécuritaires, nourrie depuis des années par la quasi-totalité des politiciens, si elle n'a jamais découragé le moindre délinquant, a largement contribué à empuantir l'atmosphère déjà dégradée par les conséquences de la crise sociale. Les travailleurs, en renouant les liens de la solidarité de classe, en retrouvant le chemin de la lutte, offriront une autre perspective à toute la société et, par là même, feront souffler un air frais.

Paul Galois



Devant les Restos du Cœur, l'insécurité du lendemain.

Bayrou, l'éternel retour

Le 3 septembre, François Bayrou devait être nommé commissaire au Plan par Macron. Pour récompenser ce politicien blanchi sous le harnais, il fallait trouver quelque chose qui ne soit pas un poste de ministre, pour cause de procès en cours, pas sous l'autorité d'un ministre, pour cause de susceptibilité, pas salarié, pour cause de cumul

des mandats, et sans aucune responsabilité réelle, le gouvernement ayant assez de difficultés comme ça.

Le nouveau commissaire doit en fait apporter un renfort à Macron pour la future élection présidentielle. Vu l'influence politique de Bayrou, il s'agira vraisemblablement d'une toute petite commission.

P. G.

Torchon raciste

Le magazine de droite extrême Valeurs actuelles s'est distingué cette semaine en mettant en scène la députée noire de la France insoumise, Danièle Obono, en esclave enchaînée.

Cette fiction clairement raciste prétendait démontrer que les bénéficiaires de la traite des Noirs avaient été des Africains, cela afin de contester,

pour la minimiser, une réalité historique : le fait que cette traite fut avant tout une source considérable d'enrichissement pour les financiers, les

armateurs et les grands propriétaires d'Europe et des États-Unis.

Cette publication est coutumière de ce révisionnisme historique. Car les « valeurs » qu'elle défend sont les valeurs... boursières de la grande bourgeoisie !

J. F.

Épidémie : l'État irresponsable

Depuis la mi-juillet, le nombre de cas positifs au test du coronavirus augmente dans le pays. D'environ 500 par jour, il est passé à plus de 7 000 vendredi dernier. Dans son dernier bulletin hebdomadaire, Santé publique France parle d'un doublement des cas toutes les deux semaines et d'une augmentation exponentielle.

Le nombre de tests positifs actuel est au même niveau qu'au pire moment de l'épidémie, en avril. Pourtant la situation est beaucoup moins grave, pour l'instant, puisque les nombres de patients hospitalisés et de décès restent faibles.

Cette contradiction s'explique avant tout par le fait que, au pic de l'épidémie, il y avait une pénurie de tests et qu'on ne testait que les malades les plus graves. Progressivement, durant l'été, le nombre de tests a augmenté

et on dépiste maintenant un grand nombre de patients positifs qui ne présentent que peu ou pas de symptômes. Le porte-parole du gouvernement a presque crié victoire en parlant d'une barre historique de 900 000 tests par semaine et en nous promettant le million pour bientôt.

Mais il ne suffit pas de tester. Il aurait fallu chercher et tester largement les personnes au contact des cas positifs et les isoler. Le gouvernement n'a pas mis

les moyens suffisants pour que cela soit fait de façon systématique. De plus, les délais pour se faire tester sont trop longs et il faut souvent beaucoup d'énergie pour y parvenir. Le résultat c'est que, contrairement à ce que prétend le gouvernement, l'épidémie n'est pas sous contrôle.

Cela n'avait rien d'inévitable. Le gouvernement distribue les milliards pour soutenir le grand patronat mais, contre l'épidémie, il n'a rien fait d'autre que des leçons de morale et des mesures qui ne lui coûtent rien, comme l'obligation des masques. La rentrée scolaire se fait sans réelles précautions sanitaires. Les protections dans les entreprises sont souvent dérisoires. Les



JULIE MENARD/LE PARISIEN

transports en commun vont de nouveau être bondés, ce qui rend la distanciation physique impossible. Rien n'a changé non plus, dans les hôpitaux et les Ehpad, pour mieux affronter une éventuelle deuxième vague.

Comme en mars et avril dernier, c'est l'énergie et le dévouement des travailleurs qui seuls peuvent permettre de limiter les conséquences de l'irresponsabilité gouvernementale.

Jean Pollus

Course au vaccin : profits garantis

L'été n'a pas fait disparaître le Covid-19. Un vaccin efficace, immunisant une grande partie de la population mondiale, permettrait de faire face au virus.

Les efforts et les moyens mis en jeu pour trouver un tel vaccin sont énormes, et même jamais vus dans l'histoire de la médecine. Mais tout est sous la coupe de l'industrie pharmaceutique, qui est une des plus concentrées au monde, avec des grands groupes comme Pfizer, Sanofi, GSK, AstraZeneca et d'autres.

Dans la course au vaccin, ils ont réussi à se décharger de tous les risques. Ils se

sont associés à des laboratoires qui sont chargés des recherches, tandis qu'eux s'empareront des résultats pour produire les milliards de doses synonymes de milliards d'euros de bénéfices. Et, pour se garantir du fait que le laboratoire sur lequel ils ont misé ne trouvera peut-être pas le vaccin ou ne le trouvera que trop tard face à un concurrent, ils ont obtenu des États que ceux-ci leur payent par avance

des centaines de millions de doses.

« Pour moi, c'est une guerre, le monde est dans une course aux vaccins », a dit un dirigeant du groupe Pfizer. Les protocoles de tests et de mise au point des vaccins ont été chamboulés. Tout a été précipité. Est-ce qu'il y aura des risques d'effets secondaires mal maîtrisés ? Ces groupes ont prévu le coup. Ce sont les États qui prendront à leur charge les risques financiers et juridiques liés aux effets secondaires, pour un vaccin mis prématurément

sur le marché. C'est ce que vient de négocier avec les États de l'Union européenne la Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques, via sa branche Vaccines Europe, qui représente les intérêts de Sanofi, GSK, AstraZeneca, Janssen et Merck.

En plein confinement, le PDG de Sanofi avait déclaré, alors que son groupe venait d'annoncer des résultats record : « Bien sûr, le monde irait mieux sans le Covid-19. Mais c'est le moment pour nous d'agir. Et ce que je vois en ce moment chez Sanofi

dépasse tout ce dont j'ai pu être témoin dans ce secteur en trente ans de carrière. »

Tout est dit. Alors que, pour lutter contre la pandémie, il faudrait une organisation supranationale pour coordonner toutes les recherches et planifier la production des futurs vaccins à l'échelle mondiale, une poignée d'actionnaires des géants de la pharmacie mettent l'humanité en coupe réglée. C'est à l'image du fonctionnement de toute la société capitaliste et cela la condamne.

Pierre Royan

Violences faites aux femmes : l'imposture gouvernementale

Un rapport, publié le 27 août dernier par deux sénateurs, montre que les annonces spectaculaires du gouvernement à l'automne 2019 lors du Grenelle contre les violences conjugales n'étaient que supercherie.

L'ancienne secrétaire d'État Marlène Schiappa n'avait pas ménagé ses apparitions publiques pour annoncer que le gouvernement allait augmenter le

budget consacré à la lutte contre ce fléau. Elle se glorifiait que 1,116 milliard d'euros soient dédiés à l'égalité femmes-hommes pour 2020, contre 544 millions l'année précédente. Il s'avère, tout d'abord, qu'il s'agit en grande partie de fonds prévus pour plusieurs années.

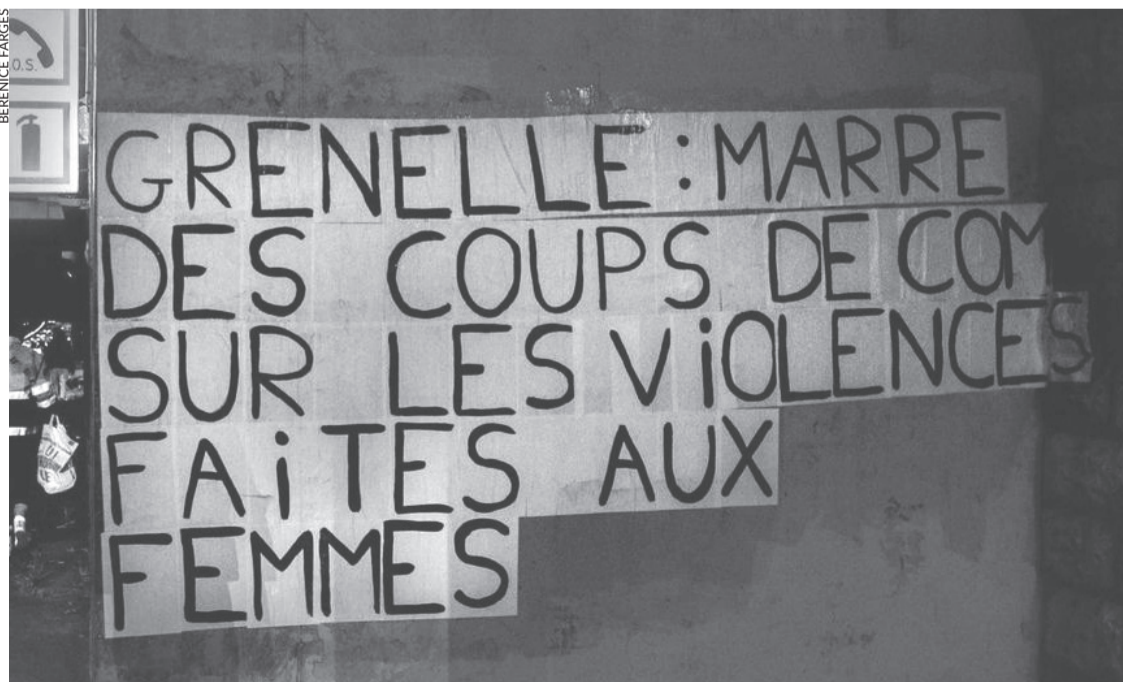
De plus, 834 millions, soit 75 % du total, sont en fait des renouvellements de programmes internationaux humanitaires et culturels, comme celui de l'Unicef. Enfin, la moitié des 282 millions restants est... une estimation du salaire correspondant au temps que les enseignants doivent consacrer à la sensibilisation à l'égalité entre les sexes dans le cadre des programmes scolaires. Sur la même lancée, le gouvernement aurait tout aussi bien pu ajouter les salaires de tous les journalistes qui prononcent les mots « égalité

entre les sexes ».

Le rapport chiffre aussi ce qui pourra réellement servir face aux violences. Et on est toujours aussi loin des budgets réclamés par les associations d'aide aux femmes, qui seraient pourtant bien nécessaires à la protection de nombreuses victimes. Ainsi, seuls 90 millions sont consacrés à l'hébergement, et 9,8 millions à l'aide juridique.

Mais comment s'étonner de cette imposture, et du mépris envers les femmes qu'elle révèle ? Quand le gouvernement organise fièrement un Grenelle, de la santé aux femmes, en passant par les enseignants ou même la mer, c'est pour mieux emballer le vide de ce qu'il veut consacrer aux travailleurs comme à la lutte contre les inégalités et les violences.

Thomas Baumer



BÉRÉNICE FARGES

Allemagne : l'extrême droite sans masque

Samedi 29 août, entre 35 000 et 40 000 manifestants se sont retrouvés à Berlin, venus de tout le pays, pour réclamer à nouveau la fin des restrictions liées au Covid-19, dont le port du masque. En fin d'après-midi, après une journée émaillée d'incidents, environ 200 protestataires emmenés par l'extrême droite ont profité du faible nombre de policiers pour tenter de pénétrer dans le Reichstag, la Chambre des députés, s'offrant ainsi un bon coup de pub.

Cette fois encore, le rassemblement comprenait toutes sortes de publics, mais il était impossible d'ignorer la présence de l'extrême droite. Entre autres organisateurs, les partis d'extrême droite NPD et AfD (Alternative für Deutschland) avaient appelé à manifester à Berlin, beaucoup de tracts de l'AfD circulaient et plusieurs de ses députés se montraient dans le cortège. Avec leurs drapeaux et symboles, comme l'aigle impérial, l'extrême droite, les identitaires et autres néonazis se disent « citoyens du Reich » ou même se réclament du Troisième Reich, celui de Hitler.

Néanmoins, une bonne partie des manifestants ne se sentent aucun lien avec

l'extrême droite, et certains sont réellement inquiets pour les libertés publiques. Mais, adeptes de l'une ou l'autre variante des théories du complot, ces manifestants peuvent devenir militants antivaccins. Certains des manifestants sont méfiants ou même mécontents du pouvoir aux mains des riches. D'autres pensent que leur santé ne regarde qu'eux, méconnaissant la dimension sociale d'une épidémie. Mais il y avait là aussi des gens se disant libres penseurs ou même de gauche. Reste qu'aucun de tous ceux-là ne semblait gêné de défiler aux côtés de l'extrême droite, de lui donner de l'audience, voire de lui permettre de recruter.

Alors que l'épidémie



À Berlin, le 29 août.

repréend également en Allemagne et que le Covid-19 a déjà fait plus de 850 000 morts dans le monde, banderoles et pancartes ne savaient que s'en prendre au port du masque et aux figures de la chancelière Merkel et des autorités médicales. Quant à contester la politique des groupes capitalistes et des

banques, responsables de la crise économique et sociale, rien.

Au-delà des menaces constituées par l'extension du virus, par l'appauvrissement consécutif à la crise du capitalisme, il peut y avoir, dans les rangs des manifestants, celles tout aussi graves des idées véhiculées par

l'extrême droite. Face à elles, les déclarations des politiciens au pouvoir ne sont d'aucune utilité. Seul un réveil de la conscience ouvrière peut dégonfler les dangereuses baudruches de l'extrême droite et dissiper les nuées antiscientifiques, réactionnaires ou passistes.

Alice Morgen

Biélorussie : la contestation continue

Le 30 août, pour le troisième dimanche consécutif, Minsk a connu une grande manifestation dénonçant le président biélorusse Loukachenko et sa réélection truquée. Comme à son habitude, le régime a arrêté des centaines de manifestants, certains de façon préventive, mais cette fois-ci sans faire usage de tirs systématiques de grenades lacrymogènes ou de balles en caoutchouc.

Ce qui peut passer d'une certaine façon pour un recul du pouvoir dans sa course à la répression est à mettre au compte de la contestation massive des semaines précédentes.

Le déchaînement répressif du régime contre ceux qu'indignait sa falsification flagrante des résultats de l'élection du 9 août avait jeté dans la rue des masses de plus en plus nombreuses. Et

cela avait provoqué, par solidarité envers les manifestants au moins autant que par rejet du régime, l'entrée en scène, dans la rue et dans la grève, des travailleurs des principales entreprises de Biélorussie.

Depuis, cependant, si ces derniers continuent de participer aux manifestations dans la capitale et en province, le nombre de grévistes a régressé. Même dans les plus grandes usines, MTZ et BELAZ, ou dans la mine géante

de potasse Belaruskal, où des comités de grève se sont formés, leurs animateurs ont déclaré sur les réseaux sociaux que la grève y est devenue minoritaire.

C'est que beaucoup de travailleurs ont vu leur direction licencier les grévistes les plus actifs, la justice les convoquer et la police ne plus les relâcher. Parmi la petite centaine de « disparus », certains après avoir été enlevés par des policiers cagoulés, parfois retrouvés « suicidés », il semble y avoir une majorité de travailleurs. Tout cela n'a pu qu'intimider les moins résolus, sur fond de crainte de perdre son emploi, dans ce pays où le chômage en tant que phénomène social est d'apparition assez récente.

Mais il y a une raison plus fondamentale à la relative retombée de la mobilisation de ce prolétariat industriel nombreux et concentré : le caractère d'un mouvement à l'origine duquel se trouve une opposition politiquement et socialement liée à la petite bourgeoisie, ou à des membres de la bureaucratie dirigeante en voie de lâcher Loukachenko. Ce sont ces couches sociales là qui ont initié des candidatures concurrençant Loukachenko à la présidentielle. Ce sont les jeunes startups des nouvelles technologies, encouragés par le régime car faisant rentrer des devises, que l'on remarque aussi dans les

manifestations de l'opposition. Ils poussent à une occidentalisation du pays à laquelle ils estiment avoir tout à gagner, mais dont les travailleurs, eux, sentent qu'ils seraient les grands perdants.

Bien sûr, cela n'a rien de contradictoire avec le fait que l'opposition libérale ouvre des caisses de soutien aux grévistes ou ait appelé ses partisans à aller aux portes des entreprises le 1er septembre, pour appeler les travailleurs à faire grève. Car cette opposition se sait bien trop faible socialement et numériquement si elle ne parvient pas à entraîner derrière elle la classe ouvrière, pour faire le poids face à un régime, certes ébranlé, mais qui se maintient. Surtout quand ni l'Occident ni le Kremlin ne veulent précipiter sa chute, de crainte de déstabiliser tout l'Est de l'Europe.

En Biélorussie comme partout, la question n'est pas de savoir si la classe ouvrière a la capacité de se battre, mais derrière quel drapeau elle se bat, avec quel programme. Celui d'un replâtrage de la société ? Ou celui du renversement, par les travailleurs, du pouvoir des possédants et des classes ou castes privilégiées, afin d'établir le pouvoir de la seule classe porteuse d'avenir, car n'ayant aucun intérêt à la perpétuation d'un système fondé sur l'exploitation ?

Pierre Laffitte



À Minsk, le 30 août.

États-Unis : milices racistes à l'œuvre

Deux jours après la tentative de meurtre sur un Noir, Jacob Blake, par un policier blanc, les milices armées d'extrême droite se sont mobilisées à Kenosha dans le Wisconsin pour contrer les manifestations antiracistes, en prétendant défendre la propriété privée. Le 25 août, un milicien de 17 ans, clamant sur les réseaux sociaux son soutien à la police et à Trump, a tué deux manifestants antiracistes.

À Kenosha, la police, viscéralement raciste, traite l'extrême droite armée en alliée et félicite les miliciens. Au cours de la nuit très tendue du 25 août, aucun policier n'a interpellé le jeune tueur blanc d'extrême droite après son crime, alors qu'il croisait des patrouilles en exhibant son arme. Ce n'est que le lendemain qu'il a été arrêté, chez lui.

Depuis qu'un autre Noir, George Floyd, a été étouffé par la police il y a trois mois dans le Minnesota voisin, une vague de manifestations antiracistes a déferlé sur les États-Unis. Donald Trump a saisi l'occasion d'accentuer sa campagne à destination de l'électorat raciste pour se faire réélire à la Maison-Blanche en novembre prochain. Il a régulièrement insulté les manifestants, les a menacés de leur faire tirer

dessus par la police en réponse aux quelques nuits de pillage, phénomène extrêmement minoritaire en regard des millions de gens mobilisés.

Il a aussi accusé les autorités démocrates locales, qui soutiennent son rival Joe Biden, d'être incapables de rétablir « la loi et l'ordre ». Ce cynisme électoral a planté le décor pour que les milices d'extrême droite provoquent les manifestants, afin que les incidents qui en résultent fatalement donnent du poids à sa campagne sécuritaire.

En se rendant à Kenosha le 1^{er} septembre, Trump a cherché à exploiter au maximum la tension. Sans un mot pour déplorer la mort de Jacob Blake, dont il n'a pas rencontré la famille, il a prétendu que le jeune milicien armé d'un fusil d'assaut, qui avait tué deux manifestants



Manifestation des « mamans » de Portland : « Laissez mes gosses tranquilles ! ».

désarmés, était en état de légitime défense !

À Portland, 3 000 kilomètres plus à l'ouest, qui connaît chaque soir depuis trois mois des manifestations antiracistes, des milices armées, roulant dans des véhicules couverts de pancartes électorales de Trump, défient les manifestants chaque week-end.

Cela fait des mois que l'extrême droite cherche à occuper le terrain. Jusqu'à présent, son action s'est coulée à peu près dans la campagne électorale du républicain Trump.

Cette mouvance ne disparaîtra pas au lendemain de l'élection, quel que soit le résultat. L'extrême droite fait

peser une menace permanente sur les foules qui se mobilisent aujourd'hui contre les crimes racistes de la police, et peut-être demain sur les travailleurs s'organisant contre l'exploitation. La crise économique, précipitant des millions d'exploités vers le chômage, la misère, la perte de leur logement, ne peut qu'attiser les confrontations.

Ces groupes sont aujourd'hui très minoritaires, mais ils bénéficient d'un soutien, actuellement passif, dans une fraction plus large de la population blanche qui exprime de plus en plus ouvertement ses préjugés contre les Noirs, les immigrés, le socialisme... au nom du patriotisme,

du conservatisme et de la religion.

Déjà à Kenosha ou à Portland, ceux qui manifestent jour après jour contre les crimes racistes de la police commencent à prendre des mesures de protection : certains s'équipent de gilets pare-balles, de gourdins, de tasers, etc., en cas de rencontre brutale avec l'extrême droite.

Au-delà, il y a un combat politique à mener pour que la démagogie sécuritaire et raciste recule parmi les travailleurs blancs qui sont tout autant confrontés à la brutalité de l'exploitation capitaliste que leurs camarades de travail noirs.

Lucien Déroit

Mali : les manœuvres de l'impérialisme français

Depuis le coup d'État militaire qui a renversé le président malien Ibrahim Boubacar Keïta le mardi 18 août, la junte ne cesse d'affirmer qu'elle rendra le pouvoir aux civils à l'issue d'une période de transition. Mais nul ne peut dire si elle le fera vraiment ni dans quel délai.

Pour l'instant, les chefs militaires du Comité national de salut du peuple (CNSP) qui dirigent le pays tiennent à apparaître ouverts à toutes les discussions et rencontrent toutes les forces politiques. Ils savent que la colère qui s'est emparée de la population ces derniers mois a des racines profondes, et qu'elle ne va pas disparaître uniquement parce qu'ils ont renversé

Ibrahim Boubacar Keïta. La corruption, la misère dans laquelle les travailleurs et leurs familles sont forcés de survivre, l'impuissance de l'État face à l'insécurité généralisée ont fait descendre dans la rue des foules de plus en plus nombreuses, un mouvement qui menaçait d'emporter le régime.

À l'échelle internationale aussi, les militaires veulent

donner des gages de bonne volonté. Ils ont affirmé dès le début que les engagements internationaux du Mali seraient tenus, c'est-à-dire que l'armée française, et derrière elle l'impérialisme, pourrait continuer à faire ce qu'elle veut dans le pays. La position du gouvernement français s'est rapidement assouplie. Après tout, ce coup d'État pourrait être un moindre mal pour la France : il vaut mieux que l'ex-président ait été renversé par ces militaires apparemment pleins de bonnes intentions à l'endroit de l'impérialisme que par un mouvement populaire

à l'issue imprévisible.

La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, qui regroupe notamment les pays voisins, a pour sa part décrété la fermeture des frontières avec le Mali et a frappé le pays d'embargo. Ces chefs d'État n'ont aucune envie que la série des coups d'État s'étende chez eux. Pour la population d'un pays totalement enclavé comme le Mali, c'est une véritable catastrophe. Les produits de première nécessité importés n'arrivent plus, ceux produits au Mali voient leur prix augmenter, les éleveurs ne peuvent plus vendre leur bétail dans les pays voisins. C'est d'autant plus grave que cette fermeture des frontières suit de quelques mois celle qui avait été imposée à cause de l'épidémie de coronavirus et en aggrave les conséquences.

Aujourd'hui, toutes les tractations ont pour objet la durée de la période de transition jusqu'aux élections censées rendre le pouvoir aux civils, un, deux ou trois ans, mais aussi sur le type de personnalité qui la dirigera : un civil ? un militaire ? un militaire à la retraite, pour satisfaire tout le monde ? Mais ce qui est certain c'est

que les travailleurs auraient bien tort de s'en remettre aux militaires. La junte est composée d'officiers supérieurs. Le colonel Assimi Goïta, son dirigeant officiel, est le chef des forces spéciales. Son porte-parole, qui a lu la déclaration le jour du coup d'État, Ismaël Wagué, est le chef d'état-major de l'armée de l'air. Tous étaient partie prenante du système de corruption au sommet duquel trônait Ibrahim Boubacar Keïta. Tous aussi ont couvert les exactions de l'armée malienne contre les populations civiles.

Quant aux hommes politiques auxquels de futures élections pourraient permettre un jour d'accéder au pouvoir, ils ne valent guère mieux. Ibrahim Boubacar Keïta lui-même, aujourd'hui honni, était issu d'un tel processus en 2013, après la période de transition qui suivit le coup d'État ayant renversé Amadou Toumani Touré et déboucha sur des élections pilotées par la France et ses alliés régionaux.

Aujourd'hui, la seule garantie pour les travailleurs est de ne compter que sur eux-mêmes en se donnant leurs propres organisations.

Daniel Mescla



Les militaires du CNSP prennent la parole sur ORTM (Office de radio et télévision du Mali) le 19 août.

Rentrée scolaire : **coupable improvisation**

La semaine dernière, Jean Castex et Jean-Michel Blanquer ont répété dans la presse que la rentrée serait normale, malgré le coronavirus. Le ministère aurait tout prévu.

Il est évidemment important que tous les élèves puissent retourner à l'école, mais les accueillir tout en les protégeant du virus n'a rien d'évident. Cela aurait mérité que les autorités y mettent tous les moyens possibles. Loin de le faire, le gouvernement s'est contenté de rendre obligatoire le port du masque pour tous les adultes, et pour les élèves à partir du collège

Sur France Inter, face à une mère d'élève qui s'inquiétait des classes de 36 élèves, entassés dans de petites salles où les tables

sont collées les unes aux autres, Jean-Michel Blanquer a répondu : « *Heureusement, ce n'est pas quelque chose qu'on voit partout, tout le temps, c'est plutôt quelque chose d'assez extrême. D'un point de vue pédagogique, il est toujours souhaitable qu'on arrive à faire moins que 36.* » Ce serait souhaitable, mais ce n'est pas ce que fait Blanquer, puisque la plupart des lycéens sont plus de 30 par classe. Mais il a préféré parler du dédoublement des classes de CP et de CE1, sans rappeler que cela s'est fait en surchargeant les

autres niveaux.

Lors de sa conférence de presse du 27 août, c'est cette fois Jean Castex qui a affirmé : « *Évitons que papy et mamie aillent chercher leurs petits-enfants à l'école, quitte à augmenter le périscolaire.* »

Mais le Premier ministre a-t-il prévu l'embauche d'animateurs sur le temps périscolaire, après l'école, pour s'occuper des enfants ? Pas du tout, et son annonce a fait réagir certains maires, qui expliquent la difficulté de recruter des animateurs en quelques jours, surtout si c'est pour travailler une heure le matin, deux heures le midi, et trois heures le soir, avec des contrats précaires, sans parler du coût à la charge des municipalités.

Au sujet des cantines, les consignes du ministère sont arrivées vendredi 28 août au soir. Il est conseillé d'utiliser de nouvelles salles pour la restauration, salles qu'il fallait trouver pour le 1^{er} septembre ! Ou alors d'augmenter le nombre de services, mais évidemment le ministère n'a pas prévu l'embauche de personnel de service, ni de surveillants qui seront chargés d'éviter l'entassement des élèves dans la file d'attente de la cantine. Sinon, le ministère propose de mettre des tables dehors, sans préciser si ce conseil s'applique aussi en janvier.

Depuis des années, les classes sont de plus en plus surchargées, on entasse

les élèves dans des locaux trop petits, les toilettes manquent bien souvent de papier toilette et de savon, les agents qui assurent le nettoyage et la cantine, les agents administratifs, les surveillants sont en sous-effectif, sans parler des médecins scolaires ou des assistantes sociales.

Ce qui est déjà inacceptable en temps normal devient encore plus choquant dans le contexte de la crise sanitaire, qui nécessiterait encore bien plus de précautions. Mais dépenser de l'argent public pour des emplois publics utiles est inenvisageable pour le gouvernement.

Hélène Comte

Masques aux frais des familles

Castex justifie le refus de l'État de prendre en charge le coût des masques en prétendant que les collégiens et lycéens « n'en ont absolument pas besoin », puisqu'ils ont déjà l'obligation d'en porter un dans les transports en commun.

Des propos d'une malhonnêteté criante, car les scientifiques recommandent de changer de masque au moins toutes les quatre heures. Pour une protection efficace, ce n'est donc pas un mais deux, voire trois masques par jour que les élèves devraient porter.

Castex, droit dans ses bottes, soutient qu'« *il n'y a pas de défaillance de l'État.* »

Décrétant que la lutte contre le virus est l'affaire de tous, il dit que « *chacun doit apporter son écot* » et qu'il faut « *penser aux autres* ».

Ces leçons de morale sont d'autant plus insupportables que l'État, soucieux de ménager les intérêts du patronat, n'a jamais été capable d'avoir une attitude cohérente et efficace face à la crise du Covid, faute d'y mettre les moyens. Après

avoir affirmé dans un premier temps que les masques ne servaient à rien, le gouvernement a opéré un virage à 180° sans pour autant cesser d'avoir une attitude incohérente.

Des promeneurs ont été verbalisés pour défaut de masque alors qu'ils étaient seuls. En revanche un inspecteur du travail a été sanctionné pour avoir poursuivi en justice une entreprise qui refusait à ses employés les protections individuelles élémentaires, dont le masque.

Le refus de la gratuité des masques s'inscrit dans



DEMARCHESADMINISTRATIVES.FR

la lignée de cette attitude irresponsable vis-à-vis de la collectivité. L'État n'est même pas capable de fixer le prix des masques au niveau d'avant la crise, à savoir 5 centimes d'euro. Cette charge supplémentaire

pour les familles ne pourra qu'inciter les élèves dont les parents ont peu de moyens à garder le même masque toute la journée, ce qui favorisera la circulation du virus.

Denis Aler

Lycée Jean-Jaurès – Montreuil : le recteur chahuté

Au lycée Jean-Jaurès de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, la rentrée s'est caractérisée par des économies de bouts de chandelle et des promesses non tenues.



« L'école de la confiance »... enfin mieux vaut regarder où on met les pieds.

Des groupes de langues vivantes et de certaines options ont vu leurs effectifs gonfler soudainement. Certains groupes de langue, censés permettre la pratique de l'oral, compteraient ainsi jusqu'à 33 élèves, alors que la direction promettait

encore l'an dernier de respecter le seuil maximal de 24. Par ailleurs, le personnel a pu constater en rentrant de congés qu'un escalier extérieur, situé en plein milieu de l'établissement, s'était tout bonnement effondré, heureusement en plein mois

de juillet et sans faire de victimes ! Il faut dire qu'il avait été construit sans les armatures d'acier indispensables à un ouvrage en béton.

C'est dans ce contexte que le personnel, réuni la veille de l'accueil des élèves, a reçu la visite du recteur de l'académie. Celui-ci avait décidé de faire le tour des établissements dans lesquels la mobilisation du personnel et des élèves avait été la plus forte l'an dernier contre la réforme du baccalauréat, pour leur asséner sa petite leçon de morale.

Courageux mais pas téméraire, il a toutefois préféré ne se faire annoncer que deux heures avant sa venue. Malgré cela, il ne s'est vu accorder la parole qu'après que plusieurs enseignants lui ont rappelé les problèmes et les moyens nécessaires. Et il a par la suite été interrompu par de nombreux autres, pour le prier de rester dans le sujet.

Quand il a tenté de

reprocher au personnel d'avoir fait grève l'an dernier, il s'est immédiatement fait reprendre et a dû abandonner ce terrain. Dans sa recherche d'une branche à laquelle s'accrocher, le recteur s'est défendu d'avoir critiqué les enseignants pendant le confinement, soulignant ainsi involontairement que la règle parmi les hauts cadres de l'Éducation nationale avait plutôt été la surenchère dans le dénigrement. Finalement,

quand il a été clair qu'aucune réponse ne serait donnée aux problèmes matériels, l'assemblée a signalé au recteur que le personnel avait bien des choses à faire, et tous ont quitté la salle, le laissant seul.

Loin de démoraliser les salariés présents, la visite du recteur a plutôt été l'occasion de retrouver les habitudes d'action collective acquises lors des mouvements de grève l'an dernier.

Correspondant LO

Une bonne rentrée

Le 1^{er} septembre au matin, une dizaine d'enseignants étaient aux portes du collège Doisneau de Dammarie-les-Lys, en Seine-et-Marne. Ils ont distribué un tract pour dénoncer l'accueil de plus de 700 élèves dans un établissement prévu pour 450, les classes

surchargées, les locaux qui tombent en ruine et le manque de personnel. Les parents d'élèves présents étaient contents de cette mobilisation.

Pour Blanquer, la rentrée est normale. Mais ce qui est normal, c'est de contester sa politique.

Correspondant LO

Martinique : les vrais criminels restent impunis

Jeudi 27 août, plusieurs centaines de manifestants, dont beaucoup de jeunes, se sont regroupés devant le palais de justice de Fort-de-France, en Martinique. Ils venaient soutenir les jeunes militants anti-chlordécone qui comparaissaient ce jour-là.

Ils répondaient aussi à l'appel du Comité du 13 janvier, regroupant plusieurs groupes et associations nationalistes soutenant les militants antichlordécone. Plusieurs autres organisations, comme la CGTM, Peyi-a, le Palima, le GRS, le PKLS ou Combat ouvrier, avaient également apporté leur soutien aux activistes.

Les trois jeunes prévenus étaient accusés de violences sur personnes dépositaires de l'autorité, outrages à agents ou encore dégradation de véhicules de police. Ces prétendues violences auraient eu lieu le 13 janvier 2020. C'était le jour du procès de sept autres militants, accusés d'avoir participé à des échauffourées suite au boycott de l'hypermarché

Océanis, propriété du gros possédant béké Bernard Hayot.

Depuis quelques mois, tous ces jeunes entreprennent des actions spectaculaires de blocage des magasins et supermarchés des riches békés. Ils réclament aux responsables de l'introduction du chlordécone des réparations pour les ravages causés sur l'environnement et la santé de la population par ce pesticide, en particulier la prolifération de cancers de la prostate.

Ce sont également ces jeunes qui ont déboulonné plusieurs statues symboles de l'esclavage et du colonialisme. On les appelle les « rouge-vert-noir », les couleurs du drapeau



Les manifestants devant le palais de justice de Fort-de-France.

indépendantiste qu'ils arborent.

Dès le début du procès, les avocats de la défense ont relevé l'arrogance du procureur et le racisme institutionnel symbolisé par cette justice rendue par des juges blancs, alors que les prévenus, leurs défenseurs et la population mobilisée sont noirs.

Le tribunal a refusé la demande de report du procès faite par les avocats de la défense, auxquels une pièce importante du dossier n'avait pas été remise. Ils

ont donc quitté la salle d'audience et se sont expliqués devant la presse et les manifestants à l'extérieur.

Trois des quatre militants ont été lourdement condamnés en première instance. Les peines vont de 14 mois de prison dont sept mois ferme pour deux des jeunes, Denzel et Essaï, à 24 mois dont 12 mois ferme pour le troisième, Frédéric, dit Loulou. Ces peines sont assorties de travaux d'intérêt public et d'amendes. Le procès du jeune le plus connu, Keziah

Nuissier, violemment molesté par les forces de police et interpellé le 16 juillet dernier, a été, lui, renvoyé au 9 novembre.

Les juges ont donc frappé fort. Ils veulent faire payer leur révolte aux jeunes activistes. Pour l'instant, ils ne réussissent qu'à faire remonter les relents coloniaux de leur justice.

Ce faisant, ils renforcent la détermination des accusés ainsi que la mobilisation autour d'eux et de leur cause.

Marianne Tibus

17 septembre : les motifs de colère ne manquent pas !

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a fait mine de s'interroger sur le bien-fondé de l'appel à la grève lancé par les fédérations de cheminots CGT et Sud pour le 17 septembre. Car, selon lui, le gouvernement serait aux petits soins pour la SNCF.

« Je pose simplement la question, a-t-il dit, à quoi sert cette grève à la SNCF ? » Et d'énumérer les prétendues aides prévues par le gouvernement : reprise de 35 milliards d'euros de la

dette de la SNCF, investissements massifs dans le fret ferroviaire intégrés au futur plan de relance.

Reprise d'une partie de la dette ? Certes, mais les dépenses de la SNCF

contraintes par l'État ne font qu'augmenter, conduisant inexorablement à une nouvelle augmentation de la dette. Investissements prévus dans le ferroviaire ? Les promesses du gouvernement n'engagent que ceux qui les croient ! Dans le même temps, les suppressions d'emplois prévues à la SNCF ne sont pas revues à la baisse.

Plus fondamentalement, les cheminots ne sont qu'une partie du monde du travail, et c'est le monde du travail dans son ensemble qui est durement attaqué par les capitalistes et par le gouvernement à leur service. L'appel à la grève des syndicats de cheminots s'inscrit dans un appel plus général à des grèves et à des manifestations, lancé par

les confédérations syndicales CGT, FSU et Solidaires pour le 17 septembre. Tous ceux qui, parmi les salariés, les chômeurs, les retraités, ne veulent pas rester silencieux, mais défendre les intérêts propres au monde du travail, pourront s'emparer de cette journée pour le faire.

Valérie Fontaine

RATP-bus – Vitry-sur-Seine : licenciement inadmissible

La RATP entame une procédure de licenciement à l'encontre du militant CGT, Alex El Gamal.

Comme il est un élu du personnel, la décision de licenciement devra passer devant l'inspection du travail. Si cette dernière rend un avis négatif, la RATP ira devant le ministère du Travail où, en général, on exécute les basses œuvres du patronat. Cela devrait prendre plusieurs mois.

Mais la décision est bien là, et elle choque par sa violence.

Les motifs sont liés à l'activité militante d'Alex durant la grève contre la réforme des retraites. Il aurait bloqué la sortie des bus... alors que c'étaient des soutiens extérieurs qui

venaient se rassembler devant le dépôt.

L'autre motif serait des propos incorrects envers le directeur du dépôt de Vitry, pendant le déconfinement. Le directeur était venu lui intimé de cesser sa présence syndicale dans le dépôt, invoquant l'épidémie de Covid. Rien à voir donc avec l'exercice du métier de chauffeur de bus.

La RATP a été surprise par la combativité et la détermination des travailleurs durant la grève. Des travailleurs se sont affirmés et ont relevé la tête. La direction le sait et voudrait leur faire courber l'échine.



Elle s'en prend à un militant syndical, pour montrer ce qu'il en coûte de lui tenir tête.

Contre ce licenciement inadmissible et la répression patronale, une pétition circule, que notre camarade Nathalie Arthaud a signée, avec une soixantaine d'autres personnalités politiques et syndicales.

Correspondant LO

Urgences – Pas-de-Calais : au point mort

Cet été, les hôpitaux de Lens, Saint-Omer, Boulogne, Béthune, Arras ont dû affronter le manque de personnel et de moyens.

Les services d'urgence, Samu ou Smur, n'ont pu être assurés régulièrement, parfois pendant plusieurs jours, dans différents territoires et à différentes reprises. Leur suspension met la vie des malades en danger et cela dans une des régions les plus peuplées du pays.

Le manque criant de personnel n'était pas une nouveauté, mais rien n'a été fait pour y remédier, ni avant la crise du Covid, ni pendant, ni après le pic de celle-ci. Et l'on en est arrivé à cette

situation dramatique, vécue jusqu'à la fin du mois d'août.

Il n'est même pas sûr que les dénonciations de ce scandale dans la presse régionale et à la télévision la feront évoluer. Car il s'agit d'un problème national, vécu un peu partout, avec plus ou moins d'intensité.

C'est bien là que la lutte des travailleurs de la santé entamée ces derniers mois trouve toute sa justification.

P. S.

Aéronautique – Albert : “dans la rue pour ne pas finir à la rue!”

Vendredi 28 août, quelque 250 manifestants ont bravé la pluie sur les trois kilomètres séparant Méaulte d'Albert, dans la Somme. C'est dans cette zone que se concentrent les entreprises de sous-traitance du secteur aéronautique qui emploient plus de 2 500 travailleurs, dont l'avenir est aujourd'hui remis en cause.

Stelia, la filiale d'Airbus qui fabrique les pointes des avions, est l'une des plus importantes. 290 emplois sur 1 545 y sont menacés. Dans d'autres entreprises plus petites, la saignée est encore plus spectaculaire : une centaine des 170 travailleurs de Simra, qui fabrique les planchers des avions, pourraient perdre leur travail, tandis que treize emplois sur 48 sont menacés chez

Suma aéromécanique. Et la liste ne cesse de s'allonger.

Si du côté des institutions locales, on a parlé de « soutenir le secteur aéronautique » en cherchant de nouveaux marchés pour les entreprises, du côté des manifestants, on a posé le problème autrement : « Les patrons expliquent qu'il va falloir bosser 32 heures payées 32, en perdant aussi les primes, sinon les boîtes



coulent. Mais le secteur a reçu 15 milliards d'aides de l'État. Et ils nous expliquent qu'ils doivent baisser nos salaires pour la survie des boîtes ? », s'est insurgé un manifestant.

Au micro, un responsable local CGT a exprimé le refus des travailleurs de se laisser sacrifier en disant : « Si les patrons veulent dégraisser les emplois et les salaires, c'est pour maintenir leurs taux de profit, leur

calendrier de dividendes. Nous devons refuser ce marché de dupes. On veut tout garder : les emplois et les salaires ! »

À l'arrivée du cortège à Albert, beaucoup de commerçants avaient baissé le rideau, solidaires de la protestation des travailleurs. « Nous sommes tous dans la même galère. Si l'aéronautique ferme, il ne restera plus rien ici et ce sera aussi notre mort », a résumé une

commerçante.

Dans cette zone du département, près de sept familles sur dix sont concernées directement ou indirectement par l'emploi dans l'aéronautique. Même séparés dans plusieurs entreprises, tous ces travailleurs sont une force, pour s'opposer à ce plan de destruction massive d'avenir pour toute la région.

Nadia Cantale

Figeac-Aéro : il faut garder les emplois!

La direction de l'entreprise Figeac-Aéro dans le Lot a annoncé un bien mal nommé plan de sauvegarde de l'emploi qui prévoit d'en détruire 320 sur le site. L'impact sera énorme, non seulement pour la ville de Figeac, où habitent de nombreux travailleurs, mais pour d'autres villes et leurs commerces.

L'entreprise équipant Airbus et Boeing et fournissant des pièces pour les moteurs Safran, elle a vu son activité baisser de 40 % par rapport au début de l'année. La direction du groupe, qui a toujours été bénéficiaire depuis sa création, il y a trente ans, a bien entendu décidé de faire payer ce trou d'air aux travailleurs.

Au plan de licenciements s'ajoutent les suppressions

de postes d'intérimaires et de CDD, le chômage partiel imposé et un « plan d'optimisation opérationnel » qui consiste à réduire les coûts en adaptant en permanence les effectifs présents au taux d'activité des ateliers.

Supprimer leur moyen de vivre à des centaines de travailleurs et à leur famille, tout en faisant trimer « en rendement maximum » les centaines

d'ouvriers encore présents : voilà comment la famille Maillard, seule propriétaire du groupe, compte maintenir sa fortune – l'une des 500 plus grandes du pays.

En plus de la fortune personnelle du patron, le groupe possède 100 millions d'euros de trésorerie, auxquels il faut ajouter les 80 millions d'euros de prêts garantis par l'État.

C'est cet argent, produit de l'activité des travailleurs depuis des années, qui doit servir à maintenir et garantir tous les emplois.

Correspondant LO



Air France : la crise aide les actionnaires

Le 28 août, le quotidien économique *Les Échos* a détaillé de façon louangeuse comment Air France fait avancer ses affaires en mettant à profit la situation de crise actuelle.

Alors que le ciel reste quasi vide d'avions, surtout au regard du trafic estival habituel, l'article des *Échos* débute ainsi : « Durant l'été, la direction (d'Air France-KLM) a franchi avec succès plusieurs étapes d'une restructuration sans précédent. (...) En trois mois, (son directeur-général) a réussi à obtenir 10,4 milliards d'euros de prêts en France et aux Pays-Bas, et à faire valider deux plans de départs volontaires » de « 368 postes chez les pilotes et de (...) 1 700 postes chez les hôtesses et les stewards, ainsi qu'une restructuration sans précédent du réseau domestique. Il a convaincu les syndicats (...) d'accepter une réduction de 40 % de la filiale régionale Hop. » Il « a aussi bien avancé dans l'optimisation de sa flotte, en sortant tous les Airbus 380 et 340 chez Air France, ainsi que les Boeing 747 chez KLM », et en trouvant assez d'argent pour

remplacer les « A319 d'Air France par des A220, à compter de 2021. »

Bien sûr, il y a quand même des ombres au tableau. Car « si Air France et KLM sont à l'abri de la cessation de paiement (...), le retour à l'équilibre en 2023, avec un objectif (de bénéfices) de 7 % » reste à atteindre.

Emplois supprimés par milliers, licenciements, baisses de salaires chez KLM, exploitation accrue, pour offrir du 7 % de bénéfices aux actionnaires. Et pour qu'Air France, dont le directeur général se vantait cet été d'avoir « 14 milliards d'euros de trésorerie », ait les moyens, non seulement de s'équiper d'avions dernier cri mais, comme dit ce monsieur, de « se saisir d'opportunités si elles se présentent ». En clair : de s'offrir des compagnies au bord de la faillite.

Correspondant LO

Servair – Mesnil-Amelot : la lutte continue

Servair est une filiale d'Air France spécialisée dans le catering, la préparation des repas servis dans les avions. Mardi 25 août, plusieurs dizaines de travailleurs de Servair 2, situé sur le site de l'aéroport de Roissy dans le Val-d'Oise, se sont réunis une nouvelle fois, à l'appel de deux syndicats du site.

C'était le huitième rendez-vous d'une lutte qui s'est poursuivie durant l'été.

Le site est fermé depuis cinq mois et l'inquiétude grandit sur une éventuelle fermeture définitive. Cet été, le trafic aérien passager a chuté de 70 % par rapport à l'été dernier. Et personne ne sait combien de temps va durer cette baisse de trafic. La direction a bien sûr choisi de faire payer cette situation aux travailleurs,

malgré les profits accumulés et les importantes aides de l'État (7 milliards pour Air France). Le PDG de Servair a annoncé sa volonté de supprimer 1 800 postes sur 6 000. Pour cela, il veut utiliser des ruptures conventionnelles collectives (RCC), une récente innovation de Macron qui permet de supprimer des CDI plus facilement.

Pendant l'été, la direction a demandé à certains

travailleurs du site d'aller travailler sur l'autre site Servair de l'aéroport, qui fonctionne encore partiellement et qui manque de personnel à cause des congés. Un débrayage spontané a eu lieu pour protester contre une charge de travail infaisable. La direction parvient à organiser le sous-effectif malgré la faiblesse du trafic!

Bien sûr, la solution serait de répartir le travail entre tous sans perte de salaire, en baissant la durée hebdomadaire du travail jusqu'à 20 heures ou même moins, pour sauver tous les emplois.

Correspondant LO

SNCF : naufragés du TGV sur un réseau en perdition

Dimanche 30 août, plus de 2 500 voyageurs de quatre TGV différents ont vécu une nuit éprouvante en raison d'une succession de pannes d'alimentation électrique entre Dax et Morcenx. Partis du Pays basque en direction de Paris, ils ont mis jusqu'à 22 heures pour rejoindre la capitale.

Un témoin relate qu'ils ont été stoppés en pleine voie pendant cinq heures sans aucun ravitaillement. Pendant deux heures, l'électricité a été totalement coupée, ce qui signifie l'arrêt de la ventilation et de la lumière, alors que, Covid oblige, un air renouvelé est indispensable. Certains ont pu être transférés par car, d'autres hébergés à l'hôtel. Beaucoup ont dû veiller dans le train.

La direction de la SNCF et le ministre des Transports ont largement communiqué sur la remise aux voyageurs les plus pénalisés d'un remboursement de 300% du prix du billet sous forme d'avoir.

L'origine immédiate de la paralysie n'est pas encore connue: défaillance du pantographe, pièce mobile destinée à fournir l'alimentation provenant de la caténaire, ou défaillance de la

caténaire elle-même? Mais les ruptures de caténaires font partie du quotidien des cheminots et des usagers. Et elles sont bien souvent dues à leur vétusté et au manque d'effectif dans l'entretien et la surveillance de la voie.

Des décennies d'abandon de l'entretien des infrastructures ferroviaires et de ses équipements transforment tout incident en panne et en paralysie du trafic pour de longues heures, quand il ne s'agit pas d'un accident plus grave. Malgré les déclarations satisfaites des dirigeants, prétendant avoir réinvesti dans le réseau, la dégradation se poursuit. Ainsi les

dernières statistiques de l'EPSF, l'autorité de sécurité ferroviaire, indiquent: «Les accidents significatifs de type collisions sont en forte hausse en 2019. Cette hausse s'explique par une augmentation des collisions avec la caténaire entraînant des interruptions de trafic ou des dégâts matériels sans aucune conséquence humaine.» Et pour cause, les investissements nécessaires ne sont pas réalisés. Le dernier audit du réseau ferré national commandé par SNCF Réseau relève «un écart de 520 millions d'euros par an entre les besoins théoriques de renouvellement des infrastructures (...) et celles

prévues par le contrat de performance 2017- 2026.» Du coup, le rapport indique: «Résoudre l'obsolescence des caténaires les plus anciennes, maîtriser le vieillissement des ouvrages d'art et moderniser la signalisation nécessitera des niveaux d'investissements élevés au cours du prochain quart de siècle.» C'est évidemment un vœu pieux, l'argent public étant drainé plus que jamais vers les poches du patronat.

Pour éviter les ruptures de caténaires, il faudra la rupture avec un système encore plus vétuste et obsolète: le capitalisme.

Christian Bernac

Renault-Flins : débrayage pour le droit de savoir

À l'usine Renault de Flins, vendredi 28 août, une quarantaine de travailleurs du secteur OA de Tôlerie ont débrayé de 6 heures à 11 heures.

Deux de leurs camarades avaient été diagnostiqués positifs au Covid, sans que la direction ne pipe mot et ne signale les deux autres cas avérés dans d'autres secteurs.

Au troisième ouvrier de Tôlerie diagnostiqué positif, toujours sans réaction de la direction et même sans qu'elle daigne informer ses camarades de travail, les premiers concernés, les travailleurs du secteur, ont quitté leurs postes pour

aller demander des comptes et exiger d'être dépistés. Comme la direction n'avait prévu que dix tests pour une usine de 4 000 personnes, les travailleurs ont été libérés par petits groupes pour aller se faire tester dans les laboratoires des villes proches.

Prise en flagrant délit de dissimulation d'informations et accusée par les travailleurs de les avoir mis en danger, la direction s'est sentie obligée d'organiser,

lundi 31, une commission sanitaire. Les représentants syndicaux y ont appris que le patron considérait qu'il appartenait aux salariés de se faire dépister où ils voulaient, à leurs frais et sur leur temps libre.

Bref, au-delà du cinéma qu'elle répand depuis mai sur les précautions à prendre face à l'épidémie, la direction reconnaît de fait que la santé des travailleurs n'est pas son souci. Cela ne fait que confirmer ce que chacun savait!

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal. Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Macron au Liban : tentative de replâtrage du pouvoir

Le 31 août, Macron s'est rendu au Liban pour la deuxième fois depuis l'explosion survenue dans le port de Beyrouth le 4 août dernier, ravageant une grande partie de la ville. À la suite de cette explosion, le gouvernement, déjà conquis depuis des mois lors des manifestations, avait démissionné.

La prétention de Macron de vouloir venir en aide à la population victime de l'explosion, et de proposer un « nouveau pacte politique », cache mal sa connivence avec la classe politique au pouvoir. Cette dernière, constituée d'affairistes à la tête de partis confessionnels qui se partagent le pouvoir depuis des décennies tout en se servant dans les caisses de l'État, cristallise la colère de la population.

Déjà, lors de sa première visite, lorsque Macron s'était invité à Beyrouth deux jours après l'explosion, il avait rencontré les représentants de toute la

classe politique libanaise. Depuis, tractations et menaces sont allées bon train, notamment vis-à-vis du Hezbollah et de ses alliés, pour trouver un consensus qui permette de sortir le pays de la crise politique. Le but était de mettre en place les mesures d'économies budgétaires exigées par la communauté internationale et le FMI, de redémarrer l'économie du pays et... de permettre aux affaires de reprendre.

Comme par miracle, la nomination d'un nouveau Premier ministre, Moustapha Adib, a eu lieu la veille de la visite de Macron.

Après un simulacre de consultations parlementaires, Adib, auparavant ambassadeur du Liban en Allemagne et conseiller du milliardaire et ex-Premier ministre Najib Mikati, l'une des plus grosses fortunes du Liban, a bénéficié d'un large consensus parmi les formations politiques rivales.

Tout cela rappelle curieusement, cent ans pile après la proclamation du Grand Liban, le rôle prépondérant que la France cherche à maintenir dans la vie politique du pays depuis sa création. Ce n'est sans doute pas le slogan « Exigence, sans ingérence », que Macron s'est empressé de proclamer à son arrivée, qui fera oublier cette sujétion.

Cherchant à colorer sa visite d'un vernis culturel,



Le 1^{er} août, chez l'ex-Premier ministre Saad Hariri.

en même temps qu'il promouvait son projet de gouvernement de consensus national, Macron s'est rendu chez la célèbre chanteuse libanaise Fairouz, icône fédératrice dans le pays.

Pour son malheur, un certain nombre de manifestants étaient là pour protester contre l'ingérence du gouvernement français en scandant : « Nous sommes un peuple libre. »

Ils protestaient également contre la nomination d'Adib, qui n'est qu'une copie de son prédécesseur, Hassan Diab.

Comme le disait une manifestante, il n'y a rien à attendre de l'État français, qui se livre à des tractations avec la classe politique libanaise et qui se garde bien de demander à ses banques de rendre l'argent volé à la population.

Marwan Karim

Migrants en Méditerranée : condamnés à l'errance

Samedi 30 août, le *Louise Michel*, bateau financé par l'artiste de rue Banksy pour secourir les migrants en Méditerranée, a appelé au secours alors qu'il se trouvait au sud de l'île italienne de Lampedusa.

Le navire était en mer depuis le 18 août et avait récupéré plus de 200 naufragés en plusieurs fois, au fil de son périple. Surchargé, un radeau de survie amarré

à son bord, il ne pouvait plus avancer. Ni Malte ni les autorités italiennes n'ont répondu à ses appels jusqu'à ce que, vu la détérioration des conditions climatiques

et le risque mortel encouru par certains passagers, les gardes-côtes italiens acceptent de prendre en charge 49 personnes parmi les plus fragiles.

Un navire de l'organisation SeaWatch et de Médecins sans frontières, équipé médicalement, a récupéré

150 autres personnes, s'ajoutant aux 200 rescapés déjà à son bord. Tous ces militants humanitaires réclament des endroits sûrs pour les survivants, traumatisés par leur traversée, brûlés par le mélange d'eau de mer et d'essence dans lequel ils ont baigné pendant des heures. Mais, pour le moment, leurs navires sont condamnés à errer des jours voire des semaines, incapables de secourir tous ceux qui empruntent la route maritime la plus meurtrière, entre l'Afrique du Nord et l'Italie, qui a déjà causé la mort de plus de 300 migrants cette année.

Les pays européens font la sourde oreille, laissant à l'Italie ou à la Grèce le soin de régler la situation.

Officiellement, de nombreux pays de l'Union européenne ont accepté de prendre en charge un certain nombre de réfugiés. Mais ce plan d'accueil n'est qu'une sinistre farce. Chaque pays renforce ses frontières, ses contrôles et la chasse aux migrants déjà présents sur son territoire.

Quant à la réponse commune réellement mise en œuvre, elle est uniquement sécuritaire. L'Agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes, Frontex, s'est renforcée. Le contrat moyennant finance avec la Turquie, l'accord avec la Libye, ont livré les migrants aux polices voire aux tortionnaires de ces deux pays.

Sylvie Maréchal



Élections législatives partielles : les candidats de Lutte ouvrière

Des élections législatives auront lieu dans six circonscriptions le dimanche 20 septembre. Lutte ouvrière sera présente dans cinq d'entre elles.

Dans cette période où le chômage explose et où même ceux qui conservent un emploi ont du mal à faire face à l'augmentation des loyers et à la hausse des prix des produits de première nécessité, il est indispensable de faire entendre le camp des travailleurs.

Alors que les capitalistes profitent des licenciements pour accroître l'exploitation et leurs profits, les travailleurs perdent ce qui les fait vivre. Pour ne pas être ramenés des décennies en arrière et ne pas laisser la

société tout entière sombrer, les travailleurs n'ont d'autre choix que de se battre pour se défendre et de peser sur la vie politique et sociale dans l'intérêt des classes populaires.

À l'occasion de ce scrutin, les candidats de Lutte ouvrière mettront en avant un programme de combat pour les travailleurs. Contre le chômage, il faut imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Le pouvoir d'achat des salariés doit être protégé contre les hausses des prix par l'échelle mobile

des salaires, c'est-à-dire leur indexation sur les prix. La seule issue qui soit favorable aux travailleurs, comme à l'ensemble des classes populaires, est de prendre l'argent dans les caisses de la bourgeoisie, dans les fortunes accumulées par les grands actionnaires depuis des décennies.

Ceux qui voteront Lutte ouvrière affirmeront leur opposition radicale au capitalisme et aux partis qui le servent. Dans cette élection partielle, le seul geste utile, c'est d'affirmer la présence du courant révolutionnaire du mouvement ouvrier.

9^e circonscription du Val-de-Marne :

- Sandrine Ruchot, technicienne de laboratoire
- Franck Gilleron (suppléant), cheminot

11^e circonscription des Yvelines :

- Patrick Planque, ouvrier de maintenance ferroviaire
- Christine Égasse (suppléante), employée en caisse de retraite

5^e circonscription de la Seine-Maritime :

- Valérie Foissey, aide-soignante au CHU de Rouen

- Frédéric Podguszer (suppléant), mécanicien dans l'industrie automobile

1^{ère} circonscription du Haut-Rhin :

- Gilles Schaffar, enseignant en lycée professionnel
- Huseyin Karaduman (suppléant), moniteur d'atelier

3^e circonscription du Maine-et-Loir :

- Patricia Peillon, postière
- Bernard Mougey (suppléant), retraité de la métallurgie